

EXTRAIT du Registre aux Délibérations du CONSEIL COMMUNAL DE SCHAERBEEK

Séance du 17 décembre 2014

Objet n° 10 de l'ordre du jour

PRÉSENTS: M. Bernard Clerfayt, Bourgmestre-Président; MM. Vincent Vanhalewyn, Bernard Guillaume, Denis Grimberghs, Échevins; M. Frederic Nimal, Echevin f.f.; MM. Etienne Noel, Saït Köse, Sadik Köksal, Michel De Herde, Mohamed El Arnouki, Mme Adelheid Byttebier, Échevins; M. Georges Verzin, Mme Cécile Jodogne, M. Emin Ozkara, Mme Isabelle Durant, M. Ibrahim Dönmez, Mmes Derya Alic, Mahinur Ozdemir, Filiz Güles, M. Abobakre Bouhjar, Mme Angelina Chan, MM. Mohamed Reghif, Mohamed Echouel, Yves Goldstein, Hasan Koyuncu, Mmes Döne Sönmez, Jamila Sanhayi, Sophie Querton, MM. Burim Demiri, Axel Bernard, Seydi Sag, Mmes Lorraine de Fierlant, Joëlle van Zuylen, M. Quentin van den Hove, Mmes Berrin Saglam, Asma Mettioui, M. Thomas Eraly, Mme Bernadette Vriamont, Conseillers communaux; M. David Neuprez, Secrétaire Communal.

ABSENTS: M. Jean-Pierre Van Gorp, Mme Laurette Onkelinx, MM. Halis Kökten, Yvan de Beaufort, Mmes Catherine Moureaux, Debora Lorenzino, M. Abdallah Kanfaoui, Mme Barbara Trachte, M. Bram Gilles, Conseillers communaux.

#Objet : Taxe sur les agences et succursales d'agences de paris aux courses de chevaux - Exercices 2015 à 2019 - renouvellement et modification #

LE CONSEIL COMMUNAL

Décidé, par 27 voix contre 9 et 2 abstention(s).

Vu l'article 170, § 4 de la Constitution ;

Vu la nouvelle loi communale, notamment l'article 117, alinéa 1 et l'article 118, alinéa 1 ;

Vu l'ordonnance du Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale du 3 avril 2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière des taxes communales ;

Vu la loi du 23 mars 1999 relative à l'organisation judiciaire en matière fiscale ;

Vu l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale, telle que modifiée à ce jour ;

Vu le Code des Taxes assimilées aux Impôts sur les Revenus, notamment l'article 74, qui interdit aux communes d'établir, sous quelque forme que ce soit, des impositions sur les jeux et paris visés au Titre III de ce Code mais leur permet d'établir une taxe frappant les agences de paris aux courses de chevaux autorisées par application de l'article 66 du même Code, et qui dispose que la taxe communale ne peut excéder, par agence, 62 € par mois ou par fraction de mois d'application ;

Revu sa délibération du 30 septembre 2009 votant le renouvellement du règlement relatif à la taxe sur les agences et succursales d'agences de paris aux courses de chevaux pour les exercices 2010 à 2014 ;

Vu la situation financière de la commune ;

Vu le rapport du Collège des Bourgmestre et Echevins du 9 décembre 2014 ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins;

ARRETE :

Article 1

Il est établi, pour les exercices 2015 à 2019, une taxe sur les agences et sur les succursales d'agences de paris aux courses de chevaux établies sur le territoire de la commune de Schaerbeek.

Article 2

La taxe est due annuellement, à compter du 1^{er} janvier. Elle est fixée à 744 € par an par siège d'exploitation imposable, aucune distinction n'étant faite entre agence et succursale.

Toutefois, l'imposition sera établie à raison de 62 € par mois ou fraction de mois d'exploitation, pour toute officine ouverte ou supprimée dans le courant d'un exercice.

Article 3

La taxe est due par l'exploitant de l'agence ou de la succursale. Si l'agence ou la succursale est tenue pour le compte d'un tiers ou par un gérant ou un autre préposé, le commettant est seul considéré comme exploitant pour l'application de la taxe.

Article 4

Pour un exercice d'imposition donné, l'administration communale adresse une formule de déclaration au contribuable que celui-ci est tenu de lui retourner, dûment complétée et signée, au plus tard le 31 décembre de l'année qui donne son nom à cet exercice. Le contribuable qui n'a pas reçu de formule de déclaration a l'obligation d'en réclamer une et est tenu de la renvoyer, dûment complétée et signée, au plus tard le 31 décembre de l'année de l'exercice considéré. Cette déclaration reste valable pour les exercices d'imposition suivants jusqu'à révocation.

En cas de modification de la base imposable, le contribuable doit se procurer une nouvelle formule de déclaration et la renvoyer, dûment complétée et signée, à l'administration communale dans les dix jours

de la survenance du fait. Sans préjudice des dispositions du présent règlement, le nouveau formulaire de déclaration sert de base aux enrôlements ultérieurs et vaut révocation expresse de la formule de déclaration précédente.

Article 5

Le contribuable est tenu de faciliter le contrôle de sa déclaration notamment en fournissant tous les documents et renseignements qui lui seront réclamés à cet effet. En cas de non remise de document, d'absence de coopération ou d'empêchement du contrôle fiscal par le contribuable ou par un tiers, une amende administrative de 50€ sera imposée. Cette amende sera établie et recouvrée selon les mêmes règles que celles prévues aux articles 7 à 10 du présent règlement.

Article 6

La non déclaration dans les délais prévus ou la déclaration incorrecte, incomplète ou imprécise de la part du contribuable entraîne l'enrôlement d'office de la taxe sur la base des données dont la Commune dispose. Dans ce cas, la taxe enrôlée d'office est majorée d'un montant égal à la moitié de la taxe due. Avant de procéder à la taxation d'office, l'administration communale notifie au contribuable, par lettre recommandée à la poste, les motifs pour lesquels elle recourt à cette procédure, les éléments sur lesquels se base la taxation, le mode de détermination de ces éléments, ainsi que le montant de la taxe. Le contribuable dispose d'un délai de trente jours calendrier, à compter du troisième jour ouvrable suivant la date d'envoi de la notification, pour faire valoir ses observations par écrit. L'administration communale procédera à l'enrôlement d'office de la taxe si endéans ce délai le contribuable n'a émis aucune observation qui justifie l'annulation de cette procédure.

Article 7

La présente taxe est perçue par voie de rôle. Les rôles de la taxe sont arrêtés et rendus exécutoires par le Collège des Bourgmestre et Echevins au plus tard le 30 juin de l'année qui suit l'exercice d'imposition.

Article 8

La taxe est payable dans les deux mois de l'envoi de l'avertissement-extrait de rôle. A défaut de paiement dans ce délai, les sommes dues sont productives au profit de l'administration, de l'intérêt de retard calculé d'après les règles fixées par l'article 414 du Code des Impôts sur les Revenus de 1992.

Article 9

La taxe est recouvrée par le Receveur communal conformément aux règles établies pour la perception des impôts au profit de l'Etat.

Article 10

Le redevable ou son représentant peut introduire une réclamation contre la taxe enrôlée, la majoration éventuelle de la taxe et/ou l'amende administrative, auprès du Collège des Bourgmestre et Echevins, qui agit en tant qu'autorité administrative. A peine de nullité, cette réclamation doit être introduite par écrit, signée et motivée. Elle doit mentionner : les nom, qualité, adresse ou siège du redevable à charge duquel l'imposition est établie et l'objet de la réclamation. Si le contribuable ou son représentant souhaite être entendu dans le cadre de l'examen de sa réclamation, il doit en faire la demande explicite dans sa réclamation.

Les réclamations doivent être introduites sous peine de déchéance, dans un délai de trois mois, à compter du troisième jour ouvrable suivant la date d'envoi de l'avertissement-extrait de rôle.

Un accusé de réception sera notifié dans les 15 jours après l'envoi ou du dépôt de la réclamation.

Article 11

La présente délibération entre en vigueur le 1^{er} janvier 2015 pour un terme expirant le 31 décembre 2019.

Délibéré, en séance publique, à Schaerbeek, le 17 décembre 2014.

Par le Conseil:

David Neuprez
Secrétaire Communal

Bernard Clerfayt
Bourgmestre-Président

UITTREKSEL uit het Notulenboek van de GEMEENTERAAD van SCHAARBEEK

Vergadering van 17 december 2014

Voorwerp nr 10 van de agenda

AANWEZIG: H. Bernard Clerfayt, Burgemeester-Voorzitter; HH. Vincent Vanhalewyn, Bernard Guillaume, Denis Grimberghs, Schepenen; H. Frederic Nimal, Schepen wnd.; HH. Etienne Noel, Saït Köse, Sadik Köksal, Michel De Herde, Mohamed El Arnouki, Mevr. Adelheid Byttebier, Schepenen; H. Georges Verzin, Mevr. Cécile Jodogne, H. Emin Ozkara, Mevr. Isabelle Durant, H. Ibrahim Dönmez, Mevr. Derya Alic, Mahinur Ozdemir, Filiz Güles, H. Abobakre Bouhjar, Mevr. Angelina Chan, HH. Mohamed Reghif, Mohamed Echouel, Yves Goldstein, Hasan Koyuncu, Mevr. Döne Sönmez, Jamila Sanhayi, Sophie Querton, HH. Burim Demiri, Axel Bernard, Seydi Sag, Mevr. Lorraine de Fierlant, Joëlle van Zuylen, H. Quentin van den Hove, Mevr. Berrin Saglam, Asma Mettioui, H. Thomas Eraly, Mevr. Bernadette Vriamont, Gemeenteraadsleden; H. David Neuprez, Gemeentesecretaris.

AFWEZIG: H. Jean-Pierre Van Gorp, Mevr. Laurette Onkelinx, HH. Halis Kökten, Yvan de Beauafort, Mevr. Catherine Moureaux, Debora Lorenzino, H. Abdallah Kanfaoui, Mevr. Barbara Trachte, H. Bram Gilles, Gemeenteraadsleden.

#Objet : Belasting op de bookmakerskantoren en hun filialen voor weddenschappen op paardenrennen - Dienstjaren 2015 tot 2019 - hernieuwing en wijziging #

DE GEMEENTERAAD

Besloten, met 27 stem(men) tegen 9 en 2 onthouding(en).

Gelet op artikel 170, § 4 van de Grondwet;

Gelet op de nieuwe gemeentewet, in het bijzonder artikel 117, alinea 1 en artikel 118, alinea 1;

Gelet op de ordonnantie van het Brusselse Hoofdstedelijke Raad van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen;

Gelet op de wet van 23 maart 1999 betreffende de gerechtelijke regeling op gebied van fiscaliteit;

Gelet op de ordonnantie van 14 mei 1998 betreffende de regeling van administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, zoals gewijzigd tot op heden;

Gelet op het Wetboek van de met inkomstenbelastingen gelijkgestelde belastingen, in het bijzonder artikel 74, welke de gemeenten verbiedt, onder welke vorm ook, belastingen te heffen op de spelen en de weddenschappen bedoeld in titel III van dit Wetboek maar hun wel toelaat een belasting heffen op de agentschappen voor weddenschappen op paardenwedrennen in het kader van artikel 66 van datzelfde Wetboek; dat bepaalt dat de gemeentebelasting, per agentschap, de 62 € per maand of gedeelte van maand van uitbating niet mag overschrijden;

Herziende zijn raadsbesluit van 30 september 2009 houdende hernieuwing van het reglement betreffende de belasting op de bookmakerskantoren en hun filialen voor weddenschappen op paardenrennen, voor de dienstjaren 2010 tot 2014;

Gelet op de financiële toestand van de gemeente;

Gelet op het verslag van het College van Burgemeester en Schepenen van 9 december 2014;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

BESLUIT :

Artikel 1

Voor de dienstjaren 2015 tot 2019, wordt een belasting geheven op de bookmakerskantoren en hun filialen voor de weddenschappen op paardenrennen gelegen op het grondgebied van de gemeente Schaarbeek.

Artikel 2

De belasting is jaarlijks verschuldigd per 1 januari. De belasting is vastgesteld op € 744 per jaar per belastbare exploitatiezetel, geen onderscheid wordt gemaakt tussen bookmakerskantoor en filiaal.

Nochtans, de belasting zal worden vastgesteld naar rato van € 62 per maand of gedeelte van maand van uitbating, voor ieder exploitatiezetel geopend of afgeschaft in de loop van een dienstjaar.

Artikel 3

De belasting is verschuldigd door de uitbater van het agentschap of het filiaal. Zo het agentschap of het filiaal uitgebaat wordt voor rekening van een derde door een beheerder of een andere aangestelde, wordt enkel de opdrachtgever zelf beschouwd als uitbater voor de toepassing van de belasting.

Artikel 4

Voor een welbepaald aanslagjaar laat het Gemeentebestuur een aangifteformulier worden aan de belastingplichtige, dat door hem behoorlijk ingevuld en ondertekend moet worden teruggestuurd, uiterlijk op 31 december van het jaar dat zijn naam geeft aan het dienstjaar. De belastingplichtigen die geen aangifteformulier ontvangen hebben, worden verzocht er één te vragen en zijn ertoe gehouden deze terug te sturen, behoorlijk ingevuld en ondertekend, uiterlijk op 31 december van het desbetreffende

dienstjaar. De aangifte blijft geldig voor de volgende dienstjaren, tot herroeping. In het geval van wijzigingen in de belastinggrondslag, moet de belastingplichtige een nieuw aangifteformulier aanvragen en deze naar behoren invullen, ondertekenen en terugsturen naar de gemeente dit binnen de tien dagen na het ontstaan van de gebeurtenis. Onverminderd de bepalingen van deze verordening, de nieuwe aangifte vormt de basis bij de volgende inkohieringen en herroept uitdrukkelijk het vorige aangifteformulier.

Artikel 5

De belastingplichtige wordt ertoe gehouden de controle van zijn aangifte te vergemakkelijken voornamelijk door het verstrekken van alle documenten en inlichtingen die hem hierbij zouden worden gevraagd. Bij het niet voorleggen van documenten, gebrek aan medewerking of verhinderen van de fiscale controle door de belastingplichtige of een derden, wordt een administratieve geldboete opgelegd van 50€. Deze boete wordt gevestigd en ingevorderd volgens dezelfde regels als voorzien in de artikels 7 tot 10 van dit reglement.

Artikel 6

Het ontbreken van de aangifte binnen de voorziene termijnen, of de onjuiste, onvolledige of onduidelijke aangifte vanwege de belastingplichtige zal de aanslag van ambtshalve worden gevestigd op basis van de gegevens waarover de Gemeente beschikt. In dit geval zal de ingekohierde belasting worden verhoogd met het bedrag gelijk aan de helft van de verschuldigde belasting.

Vooraleer over te gaan tot de ambtshalve inkohiering, zal het gemeentebestuur per aangetekend schrijven, de motieven betrekken aan de belastingplichtige, welke aanleiding geven tot deze procedure, de elementen waarop de belasting is gebaseerd, de manier waarop deze elementen werden vastgesteld en het bedrag van de belasting.

De belastingplichtige beschikt over een termijn van dertig kalenderdagen, te rekenen vanaf de derde werkdag die volgt op de verzending van de betekening, om schriftelijk zijn opmerkingen te doen gelden. Het gemeentebestuur zal aan het einde van deze periode overgaan tot de ambtshalve inkohiering indien de belastingplichtige geen opmerkingen heeft gemaakt die de annulering van deze procedure rechtvaardigt.

Artikel 7

De onderhavige belasting wordt geïnd per kohier. De kohieren worden door het College van Burgemeester en Schepenen opgemaakt en uiterlijk op 30 juni van het jaar volgend op het aanslagjaar afgesloten en uitvoerbaar verklaard.

Artikel 8

De belasting is te betalen binnen de twee maanden na verzending van het aanslagbiljet.

Bij gebreke van betaling binnen de vastgestelde termijn zullen bij de verschuldigde sommen, ten voordele van het gemeentebestuur, verwijntresten worden gevorderd, berekend volgens de bepalingen vastgelegd in artikel 414 van het Wetboek op de inkomstenbelastingen voor 1992.

Artikel 9

De belasting is door de Gemeenteontvanger ingevorderd volgens de regels vastgesteld voor het innen van belastingen ten voordele van de Staat.

Artikel 10

De belastingplichtige of zijn vertegenwoordiger kan een bezwaar indienen tegen de belasting, de eventuele verhoging van de belasting en/of de administratieve boete, bij het College van Burgemeester en Schepenen, die als bestuursoverheid handelt. Om de ongeldigheid te vermijden, moet het bezwaarschrift schriftelijk gebeuren, ondertekend en met redenen omkleed zijn. Het bezwaar moet vermelden: de naam, hoedanigheid, adres of de zetel van de belastingplichtige waarvoor de belasting is vastgesteld alsook het onderwerp van het bezwaar. Indien de belastingplichtige of zijn vertegenwoordiger wenst gehoord te worden in het kader van het onderzoek van zijn bezwaar, moet hij dit uitdrukkelijk vragen in zijn bezwaarschrift.

De bezwaren moeten ingediend worden, op straffe van nietigheid, binnen de termijn van drie maanden te rekenen vanaf de derde werkdag volgend op de datum van verzending van het aanslagbiljet.

Van het bezwaarschrift zal schriftelijk ontvangst bericht worden binnen de 15 dagen na de verzending of de indiening van het bezwaarschrift.

Artikel 11

Dit onderhavige raadsbesluit treedt in voege op 1 januari 2015 voor een termijn verstrijkend op 31 december 2019.

Beraadslaagd, in openbare vergadering, te Schaarbeek, op 17 december 2014.

Namens de raad :

David Neuprez
Gemeentesecretaris

Bernard Clerfayt
Burgemeester-Voorzitter